

LA FIN du LOGEMENT SOCIAL ?

Dernière mise à jour : 11-10-2014

Maurice Ouzoulis : « Le logement social en voie de disparition »

Communiqué du Président Directeur Général d'IDF Habitat, Maurice Ouzoulis, suite au Congrès Hlm de Lyon et à la signature entre l'Etat et l'Union social pour l'habitat d'un accord baptisé «agenda Hlm 2015-2018 ».

LE LOGEMENT SOCIAL EN VOIE DE DISPARITION

Le Premier ministre, Manuel Valls, est venu au congrès HLM qui s'est tenu à Lyon fin septembre 2014, pour faire valider par le mouvement HLM la disparition progressive du modèle social que représente le logement HLM dans notre pays et ceci au nom de la lutte contre les déficits publics.

En effet il a été décidé que dorénavant les organismes HLM autofinanceront la construction du logement social compte tenu du désengagement financier de l'Etat. Ce sont 600 millions d'euros par an au lieu des 250 millions actuels qui vont être ponctionnés sur la trésorerie des organismes HLM de 2015 à 2018 soit au total 2,4 milliards d'euros pour construire et réhabiliter une partie du patrimoine HLM.

Dans le même temps 400 millions d'avantages fiscaux en 2015 sont accordés par le gouvernement aux investisseurs pour faciliter la construction de logements privés, sans contrepartie sociale, qui seront loués à des prix prohibitifs.

C'est la première fois que dans notre pays les organismes HLM vont financer des logements sociaux à un niveau supérieur à celui de l'Etat (450 millions en 2014, budget qui va être de nouveau réduit en 2015 à hauteur de 400 millions). Cette décision est lourde de conséquence pour le logement social et pour toutes les familles à revenus modestes logées par les organismes HLM qui se voient spolier de sommes considérables auxquelles ils ont contribué de créer notamment par leur loyer.

Cette décision est en complète contradiction avec les engagements du Président de la République qui avait promis en 2012 de doubler les aides au financement du logement social à hauteur de 800 millions d'euros. Quant à Monsieur Apparu, ancien ministre du logement de M. Sarkozy, lors du congrès HLM, celui-ci applaudit à l'annonce de ces mesures mais en demande encore plus puisqu'il suggère de réduire les avantages fiscaux des organismes HLM de 1 milliard d'euros et de vendre tous les ans 1% des logements sociaux. C'est vraiment faire peu de cas des 1,7 million de demandeurs de logements HLM dont 600 000 en région parisienne. Pourtant il existe des solutions qui permettraient de relancer la construction de logements sociaux dans notre pays notamment en privilégiant le logement public et non pas le privé.

Il est regrettable que les instances dirigeantes du mouvement HLM se soient fourvoyées en acceptant l'inacceptable, c'est-à-dire en signant avec le gouvernement un accord de dupe qui vise en réalité à remettre en cause le modèle économique HLM, pour laisser progressivement la place aux investisseurs privés et notamment au MEDEF par l'intermédiaire du 1% logement dont la visée est de devenir le premier bailleur, soit disant HLM, dans notre pays.

En tant que Président d'un organisme HLM j'appelle tous ceux qui n'acceptent pas un tel avenir et ce, dans l'intérêt des familles les plus modestes, à exprimer leur désaccord auprès du Président de l'Union Sociale pour l'Habitat et du Premier ministre pour que dans notre pays une véritable politique sociale du logement soit mise en œuvre.

Maurice Ouzoulis
Conseiller général du Val-de-Marne
Président Directeur Général de la SA HLM IDF HABITAT